

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20180713-RAP-03-310-VISDIST-Hilaire		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
ISDI Commune de Saint-Hilaire Lieu dit « Le Grand Domaine » 03440 Saint-Hilaire	S3IC 0056-03239 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS	
Activité principale : Stockage de déchets inertes		
Date du contrôle : 05/07/2018		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du		
<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :		
Thème(s) du contrôle	<ul style="list-style-type: none"> Admission et gestion des déchets Contrôle de la conformité de prescriptions par sondage 	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s)		
<ul style="list-style-type: none"> zone de stockage 		
Référentiel(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> Arrêté préfectoral n° 3005/2012 du 07 novembre 2012 Arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement . 		
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Equipe ECA <input type="checkbox"/> Autre :	

Constats de l'inspection

I – Contexte : 2015:

L'installation est réservée à l'usage pour les travaux effectués sur la commune. Les déchets acceptés sont en grande majorité des terres de terrassement et quelques déchets de bitume et des blocs de béton. Le nombre de chantiers faisant l'objet de dépôts oscille entre 2 et 10 par an.

Les quantités acceptées sont : 81 tonnes en 2016 et 4 tonnes en 2017.

Depuis l'autorisation en 2012 jusqu'au jour de l'inspection, un total de 1280 tonnes ont été stockées pour une capacité autorisée du site de 10000 tonnes.

II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

2.1 – Suites données à la précédente inspection :

La précédente inspection date du 15 octobre 2014. Elle a été réalisée par la DDT.

Les non-conformités relevées ont été partiellement corrigées : le panneau à l'entrée du site a été apposé en revanche, le plan d'exploitation n'est pas tenu et des déchets verts sont toujours enfouis. Ces constatations sont reprises ci-dessous.

2.2 Principales constatations :

Constat N°1 : La procédure d'acceptation est pour l'instant orale.		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Art 3 de l'AM du 12/12/2014 (acceptation) : « L'exploitant d'une installation visée à l'article 1 ^{er} met en place une procédure d'acceptation préalable [...] afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. »	
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°2 : Les informations sont recueillies de façon orale. Un document type est à mettre en place.		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Art 5 de l'AM du 12/12/2014 (acceptation) : « avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro de SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro de SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro de SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. [...]»	2 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°3 : Le registre d'admission est tenu, il est à compléter avec les informations réglementaires.		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Art 9 de l'AM du 12/12/2014 (acceptation) : « L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à (l'article 1 ^{er} de) l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. »	2 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°4 : Une clôture et un grillage entourent la propriété. L'entrée est fermée par une barrière cadenassée.		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Art 16 de l'AM du 12/12/2014 (rubrique 2760) : « l'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. [...] Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. »	
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°5 : Le plan d'exploitation doit être tenu et permettre de tracer un avancement annuel de la zone de stockage de déchets.		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Art 21 de l'AM du 12/12/2014 (rubrique 2760) : « L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation du site. »	Fin 2018
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°6 : Le déchargement est parfois effectué directement dans la pente. Le contrôle visuel est réalisé par contrôle inopiné.		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Art 19 de l'AM du 12/12/2014 (rubrique 2760) : « Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitif est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversement des bennes qui les transportent. [...] Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. »	2 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

